



**Nicolas Sarkozy à Bercy**

**Nicolas Sarkozy**  
**Président de l'Union pour un Mouvement Populaire**

**Bercy - Dimanche 29 avril 2007**

Seul le prononcé fait foi

Mes chers amis,

En prenant la parole devant vous cet après-midi, à quelques jours du second tour de l'élection présidentielle, je ne peux pas m'empêcher de penser à ce grand rassemblement du 14 janvier à la Porte de Versailles par lequel j'ai commencé ma campagne.

Je me souviens de l'émotion qui m'a submergé lorsque j'ai pris la parole.

Je me souviens de ce sentiment qui était si fort que je ne trouvais aucun mot assez grand pour le dire.

Cette émotion, à ceux qui étaient là, j'avais demandé simplement de la recevoir comme un témoignage de ma sincérité, de la vérité, de mon amitié.

Ce jour-là, ce ne fut pas une réunion publique comme j'en avais vécu beaucoup tout au long de ma vie politique, ce ne fut pas l'un de ces moments ordinaires de la vie politique où l'on vient puiser un supplément de force, de détermination, d'ardeur pour se persuader que la victoire est à portée de main.

Ce ne fut pas l'un de ces moments d'excitation collective où la foule exaltée donne à l'orateur le sentiment d'une toute-puissance qui n'est qu'une ivresse passagère, une illusion sans lendemain, mais qui peut être si dangereuse quand on s'y laisse prendre.

Ce jour-là, nulle excitation dans la foule mais une attente qui se lisait sur les visages.

Ce jour-là, nulle exaltation de la part de la foule. Ce qui me frappa ce furent l'écoute et l'attention, ce fut la communion, ce fut la gravité presque religieuse, ce fut l'espérance, ce fut non les applaudissements mais cette sorte de prière silencieuse que cent mille personnes m'adressèrent.

Ce qui sortit de cette réunion ce ne fut pas pour la campagne à venir qu'un supplément de force, de détermination et d'ardeur.

Ce fut un supplément d'âme.

Ce jour-là, j'ai su que cette campagne ne serait pas comme les autres.

J'ai su ce jour-là que désormais je porterais sur mes épaules la plus lourde des responsabilités, celle de ne pas décevoir ceux qui comptaient sur moi, de ne pas désespérer ceux qui espéraient en moi.

J'ai su qu'à partir de ce moment-là le principal de mes devoirs était de ne jamais donner à ceux qui me faisaient confiance le sentiment que je les trahissais, eux qui avaient été tant de fois trahis, tant de fois trompés, tant de fois déçus.

A cet instant si grave, si solennel, si émouvant, si unique dans une vie d'homme où tant de gens plaçaient en moi tant d'espoir, j'ai su qu'au moment même où mes amis me choisissaient je cessais de leur appartenir et que désormais je devais me tourner vers tous les Français, vers ceux qui n'avaient jamais été mes amis, qui n'avaient jamais appartenu à ma famille politique, qui parfois m'avaient combattu.

Parce que le Président de la République est l'homme de la nation et non celui d'un parti. Et tous ceux qui étaient là le comprenaient.

Parce que le Président de la République parle pour tous les Français et pas seulement pour ses amis. Et tous ceux qui étaient là l'acceptaient.

J'avais rassemblé ma famille politique. Il me fallait maintenant rassembler les Français.

Il me fallait m'ouvrir aux autres, à leurs idées, à leurs convictions, à leurs croyances qui n'étaient pas forcément les miennes.

Il me fallait aller à leur rencontre, les comprendre et donc partager leurs joies, leurs peines, leurs angoisses, leurs attentes parce qu'il est impossible de comprendre quelqu'un quand on n'est pas capable de ressentir ce qu'il éprouve au plus profond de lui.

Il me fallait me donner tout entier, aimer sans réserve, abolir toutes les barrières et toutes les distances, et par conséquent accepter de devenir plus vulnérable, prendre le risque de souffrir.

Et c'est ce que j'ai fait.

Près de quatre mois sont passés depuis ce jour que je n'oublierai jamais. Près de quatre mois durant lesquels j'ai tout donné.

Près de quatre mois durant lesquels je me suis adressé aux Français avec toute ma sincérité, toute ma vérité.

Près de quatre mois qui furent pour moi une épreuve de vérité : je ne sors pas de cette campagne comme j'y suis entré.

Le 14 janvier je vous ai dit : « J'ai changé ». Près de quatre mois sont passés, pendant lesquels j'ai parlé avec mes convictions mais aussi avec mon cœur.

Près de quatre mois à aller à la rencontre des Français sans mentir, sans tricher, obligé d'aller chercher au fond de moi tout ce que j'avais à donner.

Près de quatre mois pendant lesquels j'ai beaucoup appris sur les autres et sur moi-même.

Non, ce ne fut pas une campagne comme les autres.

Partout, dans toutes les réunions publiques, dans toutes les rencontres, ce fut comme le 14 janvier, le même besoin d'espérance qui s'exprimait dans le silence et le recueillement, le même sentiment qui se lisait sur les visages émus que cette fois-ci c'était important, que le rendez-vous ne pouvait pas être manqué comme il l'avait

été trop souvent par le passé.

Nulle part je n'ai rencontré le déchaînement des passions partisans, mais partout j'ai senti cette gravité qui précède toujours les moments décisifs, les moments où l'on devra faire un choix que l'on ne peut plus différer et dont on sait au fond de soi qu'il sera lourd de conséquences.

Non ce ne fut pas une campagne comme les autres.

Ce fut une campagne aux prises avec une crise morale, avec une crise d'identité comme la France n'en a peut-être jamais connu de telle dans son histoire, sauf peut-être au temps de Jeanne d'Arc et du traité de Troyes, quand la conscience nationale était encore si fragile.

On attendait une campagne où la politique aurait à affronter le scepticisme qu'elle avait elle-même fait naître en trahissant si souvent ses engagements, en croyant si peu en elle-même. On croyait qu'elle aurait à surmonter le doute qu'elle avait suscité par ses reniements, par ses renoncements. Et c'est un doute beaucoup plus profond qui s'est exprimé, un doute qui est en chacun d'entre nous, un doute qui est en chaque Français, un doute sur ce que nous sommes, sur ce qui nous unit, sur ce que nous pouvons construire ensemble, sur la manière dont nous pouvons vivre ensemble. Un doute qui nous fait ressentir l'avenir non plus comme une promesse mais comme une menace. Un doute qui est un doute existentiel. Un doute sur la France elle-même, sur ce qu'elle incarne, sur ce qu'elle peut accomplir, un doute sur notre destinée commune.

Un doute immense qui fait naître la peur.

Un doute immense que tout alimente, aussi bien la mondialisation que l'Europe ou la décentralisation, aussi bien la crise du travail que celle de la culture, aussi bien les délocalisations que la défaillance de l'école, aussi bien le chômage et la précarité que l'immigration non maîtrisée, aussi bien l'insécurité que la peur de l'exclusion.

Un doute immense qui se nourrit de tout ce qui contribue à la détestation de soi, qui se nourrit de la repentance, qui se nourrit de la détestation des valeurs de la République, de la détestation de la laïcité, de la montée du communautarisme.

Non, cette campagne ne fut pas une campagne comme les autres.

Cette campagne fut peut-être la plus exigeante moralement de toutes les campagnes. Cette campagne exigeait plus d'authenticité, plus de sincérité, plus de vérité que toutes les autres campagnes parce que le problème qui était posé était plus profond, plus grave, plus lourd de conséquences.

Tout au long de cette campagne je suis allé à la rencontre des Français avec mon histoire, avec ce que j'ai appris de la vie, avec mes souvenirs, avec mes émotions.

J'y suis allé avec en moi toute la volonté de changer les choses.

J'y suis allé avec mes rêves de jeunesse qui ne m'ont jamais quitté.

J'y suis allé avec ma longue expérience politique qui m'a tout appris.

J'y suis allé avec tout ce que l'exercice du pouvoir m'a fait découvrir, avec toute la douleur à laquelle il m'a été donné d'être confronté.

J'y suis allé avec en moi le souvenir de cette famille à la Courneuve qui pleurait la mort d'un petit garçon de onze ans. C'était le jour de la fête des pères, deux bandes rivales s'affrontaient au pied de l'immeuble, il a pris une balle perdue. C'était le jour où j'ai parlé du Karcher. Je ne regrette rien.

Je suis allé à la rencontre des Français avec dans ma mémoire la douleur des parents de cette jeune fille brûlée vive dans un bus auquel des voyous avaient mis le feu pour s'amuser.

J'y suis allé avec dans la tête la voix de ce petit garçon que je tenais par la main devant le cercueil de son père gendarme et qui me tirait par la manche en me disant : « Sors mon papa de la boîte ! »

J'y suis allé avec devant les yeux l'image de la jeune Ghofrane battue à mort et atrocement torturée parce qu'elle refusait de donner son numéro de carte bleue à ses bourreaux.

Je suis allé à la rencontre des Français avec en moi cette conviction, enracinée dans toutes les douleurs auxquelles j'avais été confronté, que cela ne pouvait plus durer, que cette violence ne pouvait plus continuer.

J'y suis allé avec la conviction qu'il fallait bien faire quelque chose pour que tout cela s'arrête et que c'était un problème de société et pas seulement un problème de police.

J'y suis allé avec la conviction que nous avons déjà trop cédé, trop cédé aux bandes, aux trafiquants, aux voyous, que nous avons trop laissé faire et qu'à force tout cela allait finir par devenir irrattrapable, qu'il fallait reprendre les choses en main avant qu'il ne soit trop tard et que bientôt il serait trop tard.

Je suis allé à la rencontre des Français avec en moi le souvenir de ces familles immigrés de ces pères, de ces mères, de ces enfants brûlés vifs dans l'incendie de cet hôtel sordide où on les avait entassés parce qu'on n'avait pas les moyens de les loger plus convenablement.

J'y suis allé avec en moi la certitude que la France ne pouvait plus accueillir dignement toute la misère du monde qui pourrait être tentée de se réfugier chez elle.

J'y suis allé en rejetant de toutes mes forces la bonne conscience qui ne veut jamais voir les conséquences de ce qu'elle prône surtout quand elles sont tragiques.

Je suis allé à la rencontre des Français en ayant en moi le souvenir des ouvriers d'Alstom tétanisés par la peur de voir leur entreprise disparaître.

Je suis allé à la rencontre des Français en pensant à tous ces ouvriers que j'avais rencontrés, vivant dans la hantise des délocalisations et dont les conditions de travail ne cessent de se dégrader sous la pression de la concurrence déloyale et des dumpings.

Je suis allé à la rencontre des Français, révolté par le fait que de plus en plus de travailleurs ne puissent pas faire vivre dignement leur famille avec leur salaire.

J'y suis allé, révolté par le fait que les revenus de l'assistance puissent être plus élevés que ceux du travail et que l'on puisse s'appauvrir en se remettant à travailler.

J'y suis allé hanté par le désespoir qui s'empare d'une jeunesse condamnée à vivre moins bien que ses parents, dont les diplômes ne valent rien sur le marché du travail, qui est obligée de vivre chez ses parents parce qu'il n'y a pas d'emploi pour elle, dont les rêves se brisent sur le chômage des jeunes et sur l'impossibilité d'acquérir une indépendance financière.

J'y suis allé inquiet de cette rancœur qui s'accumule dans une jeunesse qui se sent victime de discrimination, qui éprouve le sentiment que la couleur de sa peau ou le quartier où elle habite comptent plus que ses qualifications et ses compétences.

J'y suis allé inquiet de la colère qui grandit contre une République qui ne tient pas ses promesses d'égalité et de fraternité vis-à-vis de ceux qui ont cru à la récompense du mérite et de l'effort.

J'y suis allé avec en moi l'indignation que j'ai éprouvée au moment de la canicule devant le drame de toutes ces personnes âgées si enfermées dans leur solitude que personne ne s'était rendu compte qu'elles étaient mortes.

J'y suis allé avec en moi l'indignation devant le sort que l'on fait aux retraités les plus modestes, aux veuves de paysans et d'artisans qui ont travaillé toute leur vie et qui n'ont pas les moyens de vivre alors que dans le même temps on n'a pas le courage de réformer les régimes spéciaux pour rétablir un peu d'égalité et de justice.

J'y suis allé avec chevillée au corps la conviction que nos lâchetés, nos défaillances, nos reniements étaient la cause de trop de douleurs, de trop de souffrance pour qu'ils soient plus longtemps supportables, pour que tout continue parce qu'on préfère regarder ailleurs, se donner bonne conscience à peu de frais, et surtout ne rien faire jamais, ne rien bousculer, ne rien déranger pour que cela change, pour que cela ne continue pas.

Je suis allé à la rencontre non de ceux qui ne veulent plus de la nation parce qu'ils ne veulent rien partager, parce qu'ils accaparent tous les bénéfices, parce qu'ils ont le sentiment qu'ils ne doivent rien à leur pays, mais de ceux qui se sentent solidaires d'un destin collectif dont ils veulent aussi leur part parce qu'il est à leurs yeux ce qu'ils peuvent avoir de plus précieux, parce qu'ils ont le sentiment de n'être forts que lorsque la France est forte, parce qu'ils sentent au fond d'eux-mêmes que seule la grandeur de la France peut leur donner le sentiment qu'ils sont grands, leur faire éprouver la fierté de ce qu'ils sont.

Je suis allé à la rencontre non de la France qui casse mais de la France qui veut construire, qui veut travailler,

qui veut s'en sortir et qui n'y arrive pas.

Je suis allé à la rencontre de la France qui paye toujours pour tous les autres, qui paye toujours les conséquences de fautes qui ont été commises par d'autres, qui paye pour les fautes des politiques, des technocrates, des patrons, des syndicalistes, qui paye pour les fraudeurs, pour les voyous, pour ceux qui profitent du système, qui demandent toujours et qui ne veulent jamais rien donner.

Je suis allé à la rencontre de la France qui souffre, de la France qui n'en peut plus, de la France exaspérée.

Je suis allé à la rencontre du peuple, de ce peuple au nom duquel tout le monde prétend parler, auquel personne ne parle vraiment, et pour lequel personne ne veut jamais rien faire, comme si l'objectif était toujours de le tenir à l'écart, à la lisière du pouvoir, de la décision.

Ce peuple c'est vous, c'est nous tous, ce peuple, je l'ai rencontré dans les villes, dans les villages, dans les campagnes. Je l'ai rencontré dans les ateliers, dans les bureaux, dans les écoles. Mais aussi dans les hôpitaux, dans les centres de rééducation, dans les maisons de retraite, partout où il y a des gens qui vivent, qui vivent par leur travail, qui vivent par leur souffrance, qui vivent par leurs rêves, par leurs ambitions.

Tous ces sans grade, tous ces anonymes, tous ces gens ordinaires auxquels on ne fait pas attention, que l'on ne veut pas écouter, que l'on ne veut pas entendre.

C'est pour eux que je veux parler.

Je veux être leur porte-parole.

Je veux être celui qui leur redonnera la parole et qui leur redonnera le pouvoir.

Je veux être leur candidat. Je veux être le candidat du peuple et non celui des médias, celui des appareils, celui de tel ou tel intérêt particulier.

Je veux être le candidat du peuple parce que pendant des mois j'ai vu ce que le peuple vivait, ce qu'il ressentait, ce qu'il souffrait.

J'ai vu les ravages du discours sur l'impuissance publique.

J'ai compris ce qu'il pouvait y avoir de désespérant pour ceux qui n'ont pas d'autre recours, d'autre espoir que dans la politique d'entendre les responsables politiques leur dire : « Je n'y peux rien ! »

J'ai mesuré l'attente vis-à-vis de la politique de la part de ceux qui se sentent prisonniers d'une multitude de contraintes dont ils n'arrivent pas à desserrer le carcan.

J'ai pris conscience du besoin que la politique représentait pour redonner une espérance à ceux qui l'ont perdue, pour qu'ils aient le sentiment de pouvoir redevenir les acteurs de leur propre histoire.

J'ai pris conscience de la nécessité pour la politique de redevenir l'expression d'une volonté aux yeux de ceux qui ne se sentent plus eux-mêmes la force de vouloir.

La pensée unique qui est la pensée de ceux qui savent tout, de ceux qui se croient non seulement intellectuellement mais aussi moralement au-dessus des autres, cette pensée unique avait dénié à la politique la capacité d'exprimer une volonté. Elle avait condamné la politique. Elle avait prophétisé son déclin inéluctable face aux marchés, aux multinationales, aux syndicats, à Internet. Il était entendu que dans le monde tel qu'il est, avec ses informations qui se diffusent instantanément, ses capitaux qui se déplacent de plus en plus vite, ses frontières qui sont largement ouvertes, dans ce monde-là il était entendu que la politique ne jouerait plus qu'un rôle anecdotique, et qu'elle ne pourrait plus exprimer une volonté parce que le pouvoir serait bientôt partagé, dilué, parce qu'il serait en réseau, parce que les frontières resteraient totalement ouvertes, parce que les hommes, les capitaux et les marchandises circuleraient sans obéir à personne.

Mais la politique revient. Elle revient partout dans le monde. La chute du Mur de Berlin avait semblé annoncer la fin de l'Histoire et la dilution de la politique dans le marché.

18 ans plus tard tout le monde sait que l'Histoire n'est pas finie, qu'elle est toujours tragique et que la politique ne peut pas disparaître parce que les hommes d'aujourd'hui ressentent un besoin de politique, une envie de politique comme on n'en avait rarement vu depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale.

Le besoin de politique a pour corollaire le besoin de nation.

La nation aussi était condamnée. La voilà de retour, pour répondre au besoin d'identité face à la mondialisation vécue comme une entreprise d'uniformisation et de marchandisation du monde où il n'y aurait pas de place pour la culture et pour les valeurs de l'esprit. L'inquiétude est peut-être excessive mais elle est bien réelle et elle

exprime un besoin d'identité très fort.

Mais la nation ce n'est pas que l'identité. C'est aussi la capacité à être ensemble pour se protéger et pour agir. C'est le sentiment que l'on n'est pas tout seul pour affronter un avenir angoissant et un monde menaçant. C'est le sentiment qu'ensemble on est plus fort et que l'on pourra faire ce que tout seul on ne pouvait pas faire.

Ensemble, c'est le mot le plus important à mes yeux de cette campagne. C'est le mot qui appelle plus de volonté politique et plus de nation.

J'ai voulu remettre la volonté politique et la France au cœur du débat politique. Au cours de cette campagne, à travers tous les discours et tous les sujets, je n'ai finalement parlé que d'elles, et les Français que j'ai rencontrés ne m'ont aussi parlé que d'elles.

La volonté politique et la nation c'est toujours pour le meilleur et pour le pire.

Le peuple qui se mobilise, qui devient une force collective, c'est une puissance redoutable qui peut aussi bien agir pour le meilleur que pour le pire.

Faisons en sorte que ce soit pour le meilleur.

Nous conjurerons le pire en respectant les Français, en tenant nos engagements, en respectant la parole donnée.

Nous conjurerons le pire en remettant de la morale dans la politique.

Oui, de la morale.

Le mot « morale » ne me fait pas peur. La morale, après mai 68, on ne pouvait plus en parler. C'était un mot qui avait disparu du vocabulaire politique. Pour la première fois depuis des décennies, la morale a été au cœur d'une campagne présidentielle.

Mai 68 nous avait imposé le relativisme intellectuel et moral. Les héritiers de mai 68 avaient imposé l'idée que tout se valait, qu'il n'y avait aucune différence entre le bien et le mal, entre le vrai et le faux, entre le beau et le laid. Ils avaient cherché à faire croire que l'élève valait le maître, qu'il ne fallait pas mettre de note pour ne pas traumatiser les mauvais élèves, qu'il ne fallait pas de classement.

Ils avaient cherché à faire croire que la victime comptait moins que le délinquant.

Ils avaient cherché à faire croire qu'il ne pouvait exister aucune hiérarchie de valeurs.

Ils avaient proclamé que tout était permis, que l'autorité c'était fini, que la politesse c'était fini, que le respect c'était fini, qu'il n'y avait plus rien de grand, plus rien de sacré, plus rien d'admirable, plus de règle, plus de norme, plus d'interdit.

Souvenez-vous du slogan de mai 68 sur les murs de la Sorbonne : « Vivre sans contrainte et jouir sans entrave. »

Voyez comment l'héritage de mai 68 a liquidé l'école de Jules Ferry qui était une école de l'excellence, une école du mérite, une école du respect, une école du civisme, une école qui voulait aider les enfants à devenir des adultes et non à rester de grands enfants, une école qui voulait instruire et non infantiliser, parce qu'elle avait été construite par de grands républicains qui avaient la conviction que l'ignorant n'est pas libre.

Voyez comment l'héritage de mai 68 a liquidé une école qui transmettait une culture commune et une morale partagée grâce auxquelles tous les Français pouvaient se parler, se comprendre, vivre ensemble.

Voyez comment l'héritage de mai 68 a introduit le cynisme dans la société et dans la politique.

Voyez comment le culte de l'argent roi, du profit à court terme, de la spéculation, comment les dérives du capitalisme financier ont été portés par les valeurs de mai 68.

Voyez comment la contestation de tous les repères éthiques, de toutes les valeurs morales a contribué à affaiblir la morale du capitalisme, comment elle a préparé le terrain au capitalisme sans scrupule et sans éthique des parachutes en or, des retraites chapeaux et des patrons voyous, comment elle a préparé le triomphe du prédateur sur l'entrepreneur, du spéculateur sur le travailleur.

Voyez comment les héritiers de mai 68 ont abaissé le niveau moral de la politique.

Voyez tous ces politiciens qui se réclament de l'héritage de mai 68, qui donnent aux autres des leçons qu'ils ne s'appliquent jamais à eux-mêmes, qui veulent imposer aux autres de comportements, des règles, des sacrifices qu'ils ne s'imposent jamais à eux-mêmes.

Voyez-les, écoutez-les proclamer : « Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais ! »

Voyez-la, écoutez-la cette gauche héritière de mai 68 qui est dans la politique, dans les médias, dans l'administration, dans l'économie,  
cette gauche qui a pris goût au pouvoir, aux privilèges, cette gauche qui n'aime pas la nation parce qu'elle ne veut plus rien partager,  
cette gauche qui n'aime pas la République parce qu'elle n'aime pas l'égalité,  
cette gauche qui prétend défendre les services publics mais qui ne prend jamais les transports en commun,  
cette gauche qui aime tellement l'école publique qu'elle n'y met pas ses enfants,  
cette gauche qui adore la banlieue mais qui se garde bien d'aller y habiter,  
cette gauche qui trouve toujours des excuses aux voyous à condition qu'ils restent dans des quartiers où elle ne va jamais,  
cette gauche qui fait des grands discours sur l'intérêt général mais qui s'enferme dans le clientélisme et dans le corporatisme,  
cette gauche qui signe des pétitions quand on expulse des squatters mais qui n'accepterait pas que l'on s'installe chez elle,  
cette gauche qui passe son temps à faire la morale aux autres sans être capable de se l'appliquer à elle-même,  
cette gauche qui entre Jules Ferry et mai 68 a choisi mai 68,  
cette gauche condamne la France à un immobilisme dont les travailleurs, dont les plus modestes, les plus pauvres, ceux qui souffrent déjà seraient les principales victimes.

Voyez-la, écoutez-la cette gauche qui depuis mai 68 a renoncé au mérite et à l'effort.  
Voyez-la, écoutez-la cette gauche qui depuis mai 68 a cessé de parler aux travailleurs, de se sentir concernée par le sort des travailleurs, d'aimer les travailleurs parce qu'elle rejette la valeur travail, parce que la valeur travail ne fait plus partie de ses valeurs, parce que son idéologie à elle ce n'est pas l'idéologie de Jaurès, ce n'est pas l'idéologie de Blum qui respectaient le travail, qui aimaient les travailleurs, son idéologie à elle c'est l'idéologie du partage du travail, des 35 heures, de l'assistanat.  
La crise du travail est d'abord une crise morale dans laquelle l'héritage de mai 68 porte une lourde responsabilité. Je veux réhabiliter le travail. Je veux redonner au travailleur la première place dans la société.

Regardez comment l'héritage de mai 68 affaiblit l'autorité de l'Etat ! Regardez comment les héritiers de ceux qui en mai 68 criaient : « CRS = SS » prennent systématiquement le parti des voyous, des casseurs et des fraudeurs contre la police.

Regardez comment ils ont réagi après les incidents de la gare du Nord. Au lieu de condamner les casseurs et d'apporter leur soutien aux forces de l'ordre qui font un travail difficile, ils n'ont rien trouvé de mieux à dire que cette phrase qui mérite de rester dans les annales de la République. Je cite : « Il est inquiétant de constater qu'un fossé se creuse entre la police et la jeunesse ».

Comme si les casseurs de la gare du Nord représentaient toute la jeunesse française.

Comme si c'était la police qui était en tort et pas les casseurs.

Comme si les voyous avaient tout cassé et avaient pillé les magasins pour exprimer une révolte contre une injustice.

Comme si la jeunesse excusait tout.

Comme si la société était toujours coupable et le délinquant toujours innocent.

Écoutez-les, les héritiers de mai 68 qui cultivent la repentance, qui font l'apologie du communautarisme, qui dénigrent l'identité nationale, qui attisent la haine de la famille, de la société, de l'Etat, de la nation, de la République.

Dans cette élection il s'agit de savoir si l'héritage de mai 68 doit être perpétué ou s'il doit être liquidé une bonne fois pour toutes.

Je veux tourner la page de mai 68.

Mais il ne faut pas faire semblant.

Il ne faut pas se contenter de mettre des drapeaux aux fenêtres le 14 juillet et de chanter la Marseillaise à la place de l'Internationale dans les réunions du Parti Socialiste.

Il ne faut pas dire que l'on veut l'ordre et prendre systématiquement parti contre la police.

Il ne faut pas crier à l'Etat policier et à la provocation à chaque fois que la police cherche à faire respecter la loi.

Il ne faut pas dire que l'on est pour la valeur travail et généraliser les 35 heures, continuer à surtaxer le travail ou encourager l'assistanat.

Il ne faut pas dire que l'on veut faire obstacle aux délocalisations et refuser toute expérimentation de la TVA sociale, qui permet de faire financer la protection sociale par les importations.

Il ne faut pas se contenter d'afficher de grands principes en se gardant bien de les inscrire dans la réalité.

Je propose aux Français de rompre réellement avec l'esprit, avec les comportements, avec les idées de mai 68.

Je propose aux Français de rompre réellement avec le cynisme de mai 68.

Je propose aux Français de renouer en politique avec la morale, avec l'autorité, avec le travail, avec la nation.

Je leur propose de reconstruire un Etat qui fasse réellement son métier et qui par conséquent domine les féodalités, les corporatismes et les intérêts particuliers.

Je leur propose de refaire une République une et indivisible contre tous les communautarismes et tous les séparatismes.

Je leur propose de rebâtir une nation qui soit de nouveau fière d'elle-même.

En faisant valoir systématiquement les droits au détriment des devoirs, les héritiers de mai 68 ont affaibli l'idée de citoyenneté. En dénigrant la loi, l'Etat et la nation, les héritiers de mai 68 ont favorisé la montée de l'individualisme. Ils ont incité chacun à ne compter que sur lui-même et à ne pas se sentir concerné par les problèmes des autres.

Je crois à la liberté individuelle mais je veux compenser l'individualisme par le civisme, par une citoyenneté faite de droits mais aussi de devoirs.

Je veux des droits nouveaux, des droits réels et non des droits virtuels. Je veux le droit opposable à l'hébergement et au logement, le droit opposable à la garde d'enfants, le droit opposable à la scolarisation des enfants handicapés, le droit opposable à la prise en charge de la dépendance pour les personnes âgées.

Je veux le droit à une allocation formation pour les jeunes de plus de 18 ans. Je veux le droit à la formation tout au long de la vie. Je veux le droit à la caution publique pour ceux qui n'ont pas de parents qui peuvent se porter garants, pour ceux qui n'ont pas de relations, pour les malades auxquels on ne veut pas prêter parce qu'on considère qu'ils représentent un risque trop élevé.

Je veux le droit à un contrat de transition professionnelle pour celui qui est au chômage.

Mais je veux que ces droits soient équilibrés par des devoirs.

L'idéologie de mai 68 sera morte le jour où dans la société on osera rappeler chacun à ses devoirs.

L'idéologie de mai 68 sera morte le jour où dans la politique française on osera proclamer que dans la République les devoirs sont la contrepartie des droits.

Ce jour-là sera enfin accomplie la grande réforme intellectuelle et morale dont la France a une nouvelle fois besoin. Alors nous pourrions reconstruire sur des bases renouvelées la République fraternelle qui est le rêve toujours inachevé, toujours inaccompli de la France depuis le premier jour où elle a pris conscience de son existence en tant que nation.

Car la France n'est pas une race, car la France n'est pas une ethnie, car la France n'est pas qu'un territoire, car la France est un idéal inlassablement poursuivi par un grand peuple qui croit depuis son premier jour à la force des idées, à leur capacité à transformer le monde et à faire le bonheur de l'humanité.

Je veux le dire aux Français : le plein emploi, la croissance, l'augmentation du pouvoir d'achat, la revalorisation du travail, la moralisation du capitalisme, c'est nécessaire et c'est possible. Mais ce ne sont que des moyens qui doivent être mis au service d'une certaine idée de l'homme, d'un idéal de société où chacun puisse trouver sa place, où la dignité de chacun soit reconnue et respectée.

J'ai rencontré dans les hôpitaux des malades qui ajoutaient aux souffrances de la maladie la douleur de se sentir exclus, mis à l'écart de la société.

Je me souviens d'une infirmière dans un hôpital qui pleurait en me racontant comment la désorganisation due aux 35 heures l'empêchait de s'occuper autant qu'il aurait été nécessaire de malades pour lesquels elle était le dernier lien avec la vie.

Je me souviens de ce jeune rugbyman dans ce centre de rééducation qui tentait avec toutes les forces qui lui restaient de rassembler les morceaux d'une vie brisée par un accident qui l'avait rendu tétraplégique. Je me souviens d'une visite à la prison pour femmes de Rennes et de la rencontre avec une mère d'une petite fille de 7 ans qui était sa seule raison de vivre. J'ai vu la misère des prisons françaises si souvent indignes de la patrie des droits de l'homme. J'ai vu les femmes martyrisées dans les centres d'accueil où elles tentent de se reconstruire. J'ai vu dans les maisons de retraite la tristesse qui était dans le regard des vieillards frappés par la dépendance et qui n'avaient plus l'impression de vivre amis de survivre parce qu'ils étaient abandonnés de tous, parce qu'ils n'avaient besoin que d'un peu d'amour et de respect que plus personne ne leur donnait.

De tous ces malheureux que la vie a brisés, que la vie a usés, je veux être le porte-parole. Je veux être celui qui leur rendra une place dans la République, qui leur rendra leur dignité, qui leur redonnera un peu de cette considération et de cet espoir sans lesquels il n'y a plus d'humanité.

Je veux être celui par lequel la France renouera avec ses valeurs universelles. Ses valeurs universelles avec lesquelles elle ne devrait jamais transiger, qui doivent être le fondement de toutes ses politiques, au dedans comme au dehors. Je veux être le Président de la liberté de conscience contre tous els intégrismes. Je veux être le Président de la liberté d'expression contre toutes les intolérances. Je veux que dans la patrie des droits de l'homme on puisse librement critiquer, librement caricaturer, sans être menacé de mort, sans être exposé à la violence. Je veux qu'à tous ceux qui veulent vivre en France nous ayons le courage de dire que cette idée de la liberté n'est pas négociable. Mais je veux qu'il soit bien entendu que pour notre République, la laïcité c'est le respect de toutes les croyances et non le mépris de toutes les religions. Je veux être le Président d'une France qui défend la liberté chez elle mais aussi dans le monde. Parce que c'est la vocation de la France.

Je veux être le Président de la France des droits de l'homme. Je ne crois pas à la « realpolitik » qui fait renoncer à ses valeurs sans gagner des contrats. Je n'accepte pas ce qui se passe en Tchétchénie, ou au Darfour. Le silence est complice. Je ne veux être le complice d'aucune dictature à travers le monde. Je veux avoir le courage de faire ce que la gauche au pouvoir n'a pas eu le courage de faire.

Chaque fois qu'une femme ou qu'un enfant est martyrisée dans le monde, je veux que la France se porter à ses côtés. La France, si les Français me choisissent comme Président, sera aux côtés des infirmières bulgares condamnées à mort en Libye. Elle sera aux côtés de la femme qui risque la lapidation parce qu'elle est soupçonnée d'adultère. Elle sera aux côtés de la persécutée qu'on oblige à porter la burka, aux côtés de la malheureuse qu'on oblige à prendre un mari qu'on lui a choisi, aux côtés de celle à laquelle son frère interdit de se mettre en jupe. A chaque femme martyrisée dans le monde je veux que la France offre sa protection en lui donnant la possibilité de devenir française.

Je voudrais remercier tous les Français qui dimanche dernier m'ont témoigné leur confiance pour conduire le changement dont la France a besoin. Cette confiance je ne la trahirai pas. Si je suis élu je tiendrai mes engagements. C'est l'idée que je me fais de la morale en politique. Si j'ai voulu tout dire avant l'élection, c'est pour pouvoir tout faire après. C'est pour que les français n'aient pas le sentiment, au lendemain des élections, qu'une fois de plus on les a trompés et que la politique qui est mise en œuvre n'est pas celle pour laquelle ils ont voté. A ceux qui m'ont fait confiance le 22 avril et à tous ceux qui me feront confiance le 6 mai, je veux dire que je mettrai un point d'honneur à ce qu'ils ne se sentent ni trompés, ni déçus.

Mais je voudrais m'adresser tout particulièrement aujourd'hui à ceux qui n'ont pas encore fait leur choix, à ceux qui ont voté au premier tour pour un autre candidat et qui hésitent encore sur leur vote du second tour. Je voudrais leur dire que je comprends leur déception et que je sais combien ce nouveau choix peut être difficile pour eux. Mais ce choix sera celui qui engagera l'avenir du pays. Je veux leur dire : vous allez avoir à vous demander lequel des deux candidats correspond le mieux avec ses

qualités et ses défauts, à l'idée que vous vous faites de la fonction présidentielle. Vous allez avoir à vous demander lequel des deux projets est le plus à même de permettre que la France reprenne confiance dans l'avenir. Vous allez avoir à vous demander dans quelle mesure les valeurs qui sont celles des candidats sont compatibles avec celles auxquelles vous croyez. Puis il vous faudra choisir, faire cet effort sur vous-mêmes qui consiste à choisir entre deux candidats que vous n'avez pas désignés. Vous le ferez parce que c'est votre devoir de citoyens, parce qu'à la fin il faut que la France soit gouvernée, parce que c'est la responsabilité de chacun de faire vivre la démocratie.

Ce choix vous le ferez en votre âme et conscience. Ce choix, quel qu'il soit, je le respecterai.

Je ne vous dirai pas : « C'est moi ou le chaos ! » Quel démocrate serais-je si j'exprimais autant de mépris pour les convictions de tous ceux qui ne pensent pas comme moi ? Mais à tous ceux d'entre vous qui croient aux valeurs de tolérance, de liberté, d'humanisme, je veux dire que ce sont les valeurs sur lesquelles j'ai bâti mon projet, que ce sont les valeurs qui fondent mon engagement politique et ma candidature à l'élection présidentielle.

Je veux m'adresser aux électeurs du Centre, dont les valeurs sont si proches de s miennes.

Je veux leur dire que leur sensibilité a toute sa place dans la majorité présidentielle que je veux construire et autour de laquelle je veux rassembler les Français.

Je veux leur dire que j'ai besoin d'eux, de ce qu'ils représentent, de ce à quoi ils croient.

Je veux m'adresser aussi à tous ceux qui après le premier tour ne se sentent pas représentés, ont l'impression d'être exclus, d'être condamnés à ne pas avoir leur mot à dire dans la République. A tous ceux-là je veux dire que je les comprends et que je les respecte. Je veux leur dire que la proportionnelle n'est pas un bon système parce qu'elle donne le pouvoir aux partis, parce qu'elle rend difficile la constitution de majorités stables. Nous avons déjà connu dans notre histoire les conséquences dramatiques de l'instabilité gouvernementale. Nous ne pouvons pas y revenir.

Mais nous devons réfléchir tous ensemble au moyen de permettre une représentation plus large des opinions et des sensibilités.

Je m'engage, si je suis élu, à réunir toutes les forces politiques et à discuter avec elles de la possibilité d'introduire un peu de proportionnelle au Sénat ou à l'Assemblée Nationale sans créer le risque d'une instabilité qui serait désastreuse.

Je veux m'adresser aussi à tous ceux qui après le premier tour ne se sentent pas représentés, ont l'impression d'être exclus, d'être condamnés à ne pas avoir leur mot à dire dans la République. A tous ceux-là je veux dire que je les comprends et que je les respecte. Je veux leur dire que la proportionnelle n'est pas un bon système parce qu'elle donne le pouvoir aux partis, parce qu'elle rend difficile la constitution de majorités stables. Nous avons déjà connu dans notre histoire les conséquences dramatiques de l'instabilité gouvernementale. Nous ne pouvons pas y revenir.

Mais nous devons réfléchir tous ensemble au moyen de permettre une représentation plus large des opinions et des sensibilités.

Je m'engage, si je suis élu, à réunir toutes les forces politiques et à discuter avec elles de la possibilité d'introduire un peu de proportionnelle au Sénat ou à l'Assemblée Nationale sans créer le risque d'une instabilité qui serait désastreuse.

Mes chers amis, nous voici arrivés au terme de cette campagne.

J'ai voulu la conduire conformément à l'idée que je me faisais de la fonction présidentielle. Des responsabilités qu'elle implique. Des devoirs qu'elle impose. De la dignité qu'elle exige.

Je n'ai pas été épargné par les attaques personnelles. On a mis en cause ma probité. Mon intégrité. Mon honneur. Ma sincérité. Mon caractère. On a insinué que j'étais dangereux pour les libertés. On m'a soupçonné de vouloir mettre en place un Etat policier. On m'a accusé d'avoir exercé des pressions. On n'a jamais produit la moindre preuve ni le moindre indice, ni quoi que ce soit qui puisse étayer les accusations portées contre moi. Je n'ai pas répondu aux attaques. Sauf pour dire, quand ces attaques sont devenues insupportables, que ceux qui les portaient n'avaient pas fait la preuve de tellement de vertus qu'ils puissent se permettre un tel mépris à mon égard.

Je ne les ai pas rejoints dans la boue où ils auraient voulu m'entraîner.

Ils n'ont pas changé.

Ce sont les mêmes que ceux qui en 1958 défilaient contre le Général de Gaulle en hurlant que le fascisme ne passerait pas.

En 1965, comme aujourd'hui, ils avaient fait au second tour une « coalition des républicains » contre celui qui n'avait jamais mis la République en danger et qui au contraire l'avait sauvée deux fois.

Je suis allé à Colombey, dans le silence et le calme, loin de ces agitations médiocres.

Sur le livre d'or du Mémorial de la Croix de Lorraine j'ai écrit :

« Je suis venu ici pour la première fois il y a 30 ans.

Rien n'a changé : ni la grande croix de Lorraine, ni l'austère grandeur du paysage ; ni le silence et le recueillement ; ni le sentiment éprouvé devant l'humble tombe du Général de Gaulle, dans le petit cimetière, qu'une grande vie c'est une vie mise au service de quelque chose de plus grand que soi ; ni la conviction qui m'est venue ici pour la première fois et ne m'a plus quitté que la France ne pourra pas disparaître tant que nous serons décidés à la maintenir comme un idéal pour les hommes et prêts à nous battre pour qu'elle vive. »

Et maintenant je n'ai plus que deux choses à vous dire, qui viennent du fond du cœur :

Vive la République !

Vive la France !